

Comité syndical du 18 décembre 2017**Rapport n°2017-III-7****DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE**

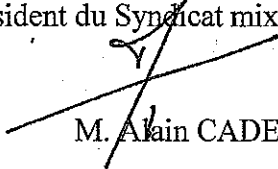
Mesdames, Messieurs,

L'article L3312-1 du Code Général des collectivités récemment modifié par la loi Modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ainsi que par la loi relative à la Nouvelle Organisation territoriale de la République (NOTRe) est venu enrichir le contenu du rapport d'orientations budgétaires.

Il prévoit en effet que : « Dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, le Président [...] présente au Conseil [...] un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il fait l'objet d'une transmission au représentant de l'État dans le département, d'une publication et d'un débat au conseil [...] dont il est pris acte par une délibération spécifique. »

Je ne puis que vous demander de me donner acte de ce rapport, le débat ne donnant pas lieu à un vote.

Le Président du Syndicat mixte


M. Alain CADEC

Envoyé en préfecture le 28/12/2017

Reçu en préfecture le 28/12/2017

Affiché le

ID : 022-200041648-20171218-2017_III_07-DE

Le syndicat mixte du Grand Légué organise cette année, son quatrième **débat d'orientation budgétaire**. Après une année 2016 ayant préparé aux évolutions statutaires du syndicat mixte liées aux conséquences de la Loi de Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi dite NOTRe), l'exercice 2017 s'est inscrit comme une année de transition.

Le Syndicat mixte a accueilli la Région Bretagne comme nouveau membre et a vu s'élargir son périmètre de compétences avec la réparation navale en complément du port de plaisance et ses missions avec la coordination des stratégies de développement des activités culturelles, sportives, touristiques et d'aménagement du territoire.

Je vous propose de vous rappeler les grandes orientations de la poursuite de l'opération du 4ème quai avant d'aborder les perspectives budgétaires qui en découleront

A – LES ORIENTATIONS : POURSUIVRE LA CONCRÉTISATION DU GRAND LÉGUÉ

I – LES ACTIVITÉS

Le port de commerce

Le trafic du port se redresse en fin d'année avec 194 000 tonnes cumulées en septembre mais l'année restera toutefois moyenne en raison de la chute d'importation du COLZA (liée à la baisse de la demande) et de la perte de ferraille. Par contre le bois est toujours très porteur mais son influence ne se voit pas dans les statistiques de tonnage dans la mesure où il s'agit d'un produit à faible densité.

Le port est régulièrement au maximum des capacités d'accueil et doit refuser ou annuler des escales ce qui pénalise l'activité commerciale des opérateurs portuaires. En outre, puisque les trafics sont destinés aux Côtes d'Armor, ce report conduit à un réacheminement des produits par voie routière, ce qui va à l'encontre des objectifs de report modal et de réduction des pollutions atmosphériques.

En 2017, le volume perdu selon les opérateurs portuaires représente environ 30 000 tonnes (soit 1 100 camions).

Ces dernières années, le légué s'est fait une spécialité dans le bois avec le groupe lamballais Rose et sa filiale Protac et le groupe Stora Enso. Pour s'approvisionner, Protac a délaissé la route en 2014 (73 000 m3 sur les 88 000 m3 arrivent par bateau). Quinze à vingt bateaux quittent désormais chaque année la Finland, les Pays Bas et la Russie pour décharger le bois dans le port du légué. Le groupe Protac a décidé pour assurer sa croissance, de modifier sa logistique (stockage sur le port puis livraison directement aux grandes surfaces de bricolage pour éviter de saturer le site de Lamballe et diminuer les coûts de logistique) et d'augmenter ses volumes avec 6 bateaux supplémentaires (16 000 m3 de bois pour arriver à un trafic total de 104 000 m3) et la construction de bâtiments de stockage.

Le groupe Protac envisage une augmentation des volumes jusqu'en 2020.

La Chambre de commerce a dès à présent réalisé une terre plein d'environ 1 ha pour stocker ces nouveaux volumes (après remblaiement partiel du casier à eau). Une surface supplémentaire sera disponible dans un second temps après l'obtention des autorisations administratives.

Envoyé en préfecture le 28/12/2017
Reçu en préfecture le 28/12/2017
Affiché le
ID : 022-200641048-20171218-2017_III_07-DE

Il est également nécessaire d'envisager la possibilité de construction de bâtiments supplémentaires. En effet, les exigences nouvelles en matière de traçabilité et de ségrégation des produits pour des raisons sanitaires nécessitent des stockages adaptés. Après la réalisation du nouveau bâtiment qui sera réalisé début 2018, aucun foncier supplémentaire ne sera disponible sur le port dans sa configuration actuelle.

La réalisation d'un 4ème quai et d'un terre-plein dans le port de commerce du Légué demandé par les opérateurs portuaires apportera une solution à cette saturation.

La réparation navale

Avec son élévateur de 350 tonnes et sa cabine de peinture, l'aire de réparation navale, aménagée en 2007, a su conquérir une place de choix au niveau régional.

Un élévateur de 350 tonnes, moderne, sur mesure, a été mis en service en 2007 par le Conseil Général pour assurer la réparation des bateaux de pêche type hauturier (jusqu'à 25 m). Il est accompagné d'un abri chauffé pour les mises en peinture.

Déjà de nombreuses entreprises spécialisées, en peinture, chaudronnerie, mécanique, électrique s'installent et 160 bateaux ont été levés depuis le début de l'année 2017, maintenant l'activité au niveau de 2016.

Initialement conçue pour répondre aux besoins de la flottille de pêche des Côtes d'Armor, et notamment des navires hauturiers (la flotte des armements Porcher et Eouzan utilisent, par exemple, l'aire du Légué), elle est maintenant utilisée aussi bien par des navires de services, que par des vedettes de transport de passagers ou des unités de la grande plaisance. Cet outil, facteur de développement économique, apporte un réel service aux entreprises et assure un développement des activités du site dans le respect des normes environnementales les plus strictes.

Le Port de plaisance

Géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie, il propose désormais près de 400 places, soit en eau soit à terre. Il offre l'attrait d'un grand port technique en Bretagne nord, apprécié des plaisanciers, mais aussi des professionnels de la voile.

Ses places bien abritées en ville à proximité des commerces, un nouveau restaurant, des bars, un site de réparation navale plaisance viennent depuis cinq ans offrir une nouvelle vie dans ce quartier de la ville. Et demain dans le cadre du projet de réalisation d'un 4ème quai et d'un terre-plein, ce sont près de 100 places de plaisances nouvelles qui pourront être créées.

La CCI a dès à présent aménagé un ponton qui permet d'accueillir une trentaine d'unités supplémentaires. A noter également le succès des « contrats port à sec » qui permettent en utilisant les infrastructures existantes d'accroître la capacité du port.

Le port est occupé à 100% et la liste d'attente se maintient à un niveau raisonnable. Quelques possibilités existent encore de développement du port mais de manière limitée.

Le pôle « urbain »

Le quartier a été re-dynamisé et il accueille des commerces, des entreprises et de nouveaux habitats sur les deux rives. La requalification des bâtiments du Quai Armez et la construction de la maison des Cultures de Bretagne sont deux opérations structurantes pour conforter le nouveau visage urbain du Légué.

Plusieurs compartiments du nouvel espace « Carré Tabarly » ont été mis en service et les travaux sur les différents îlots ont été engagés. Les travaux ont été achevés à l'été 2016.



Ce bâtiment accueille aujourd'hui 5 entreprises dans le domaine du nautisme et des travaux sous marins. 1200 m² à l'étage sont également en passe d'être commercialisés.

L'ex bâtiment Cozigou, rebaptisé « Carré Florence Arthaud » a été achevé fin 2016. Il accueille 2 chantiers navals et le pôle de formation de l'AFPA en agent de maintenance de marine de Plaisance. Ce dernier déménagera sur un bâtiment plus grand début 2018.



Un pôle « promenade »

La nouvelle attractivité du port et du quartier attire de nombreux promeneurs. Le développement de boucles de balade, l'aménagement du parc de Rohannech et la réalisation d'un chemin piétonnier le long du bassin, en lien avec la passerelle, permettent d'établir une liaison piétonne avec les villes et entre les deux rives, et donc aux riverains et touristes de mieux s'approprier le site.

En 2017, le Légué n'a déjà plus cette connotation péjorative. Il est de plus en plus un lieu de passage, le port de plaisance attire usagers et promeneurs. Il est aussi une zone d'activité économique et la presse régionale sait se faire l'écho des entreprises liées au nautisme qui s'y installent.

II – LA CONSTRUCTION D'UN 4^E QUAI COMMERCE : UN PROJET STRUCTURA

I - L'instruction administrative

Dans le cadre de l'instruction administrative lancée fin mars 2016 par le Syndicat Mixte, deux procédures ont été engagées auprès des services de la DDTM22 préalablement au lancement de l'enquête publique :

- une demande d'autorisation au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau). Pour les installations, ouvrages, travaux et activités (dits IOTA) soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau, une procédure unique intégrée est désormais mise en œuvre ;
- la déclaration de Projet visant à modifier le PLU de la ville de St-Brieuc.

Le dossier de demande d'autorisation a fait l'objet d'un avis défavorable de la part de l'Autorité Environnementale (AE), de l'Agence Régionale de la Santé (ARS), de la Réserve Naturelle de la Baie de St-Brieuc (via son conseil scientifique) et d'un avis réservé d'Ifremer (malgré le travail de concertation amont mené avec ces organismes).

Plusieurs thématiques ont soulevé des questionnements de la part des organismes et services experts consultés par l'Etat : la définition du cadre réglementaire, l'impact sonore, les impacts sur le gisement de coques en baie de St-Brieuc, la gestion des sédiments issus des dragages d'entretien réalisés par la CCI22, les impacts de l'aménagement sur le paysage....

Compte tenu des avis reçus des différents organismes et services consultés (Autorité environnementale, Agence Régionale de Santé, Réserve Naturelle de la Baie de St Brieuc et IFREMER), le retrait du dossier d'instruction a été demandé. Ce retrait doit permettre en effet de disposer du temps nécessaire afin de réaliser les études complémentaires susceptibles d'apporter des réponses précises aux différentes observations formulées.

Par ailleurs, après demande formelle de notre part, M. le Préfet s'est prononcé sur le fait que le projet ne se situe pas en zone humide.

II – Les Moyens mis en place

Afin de pouvoir répondre favorablement aux différentes remarques des services instructeurs, le Syndicat mixte a décidé de compléter les études d'impact déjà réalisées et de relancer un marché de maîtrise d'œuvre.

a) Les études déjà lancées en 2017 :

Pour optimiser le calendrier d'étude et bénéficier du créneau d'observation idéal lié à la saisonnalité des espèces observées, le cabinet BIOTOPE a été missionné pour réaliser un diagnostic complémentaire de l'état existant : avifaune et ichyofaune (poissons) coques et compléments benthiques au droit du projet.

b) la mission de maîtrise d'œuvre.

Une consultation de maîtrise d'œuvre a été relancée dans le cadre d'une procédure concurrentielle avec négociation. La Commission d'Appel d'offres qui se réunira le 18 décembre avant le comité syndical attribuera le marché au candidat le mieux disant.

Ce marché prévoit les missions témoins suivantes :

- La phase d'études d'avant projet (AVP), avec l'appropriation et la validation des études a déjà menées,
- les études de projet (PRO),
- l'assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT).

Envoyé en préfecture le 28/12/2017

Reçu en préfecture le 28/12/2017

Amiché le

ID : 022-200041648-20171218-2017_III_07-DE

Le marché prévoit également des missions complémentaires afin de répondre aux attentes formulées par les services de l'État :

Études géotechniques, étude hydraulique d'infrastructures, assistance au Maître d'ouvrage sur le volet études réglementaires, étude socio-économique, étude acoustique.

Calendrier prévisionnel :

2018-2019 : études complémentaires et instructions administratives

2019-2021 : réalisation des travaux

B – LES PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES

I - Les principes budgétaires du Syndicat mixte

Le syndicat mixte du Grand Légué a adopté les règles de répartition budgétaire suivantes :

- Pour la section de fonctionnement, le syndicat mixte s'appuie principalement sur les participations du Département à hauteur de 40%, de la Région à hauteur de 35 % et de Saint-Brieuc Agglomération à hauteur de 25 %
- Pour la section d'investissement, les statuts prévoient que le syndicat mixte ne peut porter que les seuls projets qualifiés de transversaux. Les statuts retiennent la construction du quatrième quai selon une clef de financement identique à celle de la section de fonctionnement.
- Pour le reste, il revient à notre comité syndical, si nécessaire, de définir les opérations qui auront la qualité d'opérations transversales en conformité avec la définition qui en est donnée dans l'article 11.2 des statuts : « un investissement est considéré comme transversal si l'opération concourt de manière manifeste et nécessaire à l'atteinte des objectifs initiaux poursuivis par le syndicat au titre du plan de référence. » Pour chaque opération ainsi qualifiée, le comité syndical décide librement d'une clef de répartition financière, projet par projet.

II - La section de fonctionnement

En 2017, en termes de fonctionnement, les dépenses ont été moins importantes que prévues notamment en raison du report de l'enquête publique et des frais de communication liés. Par ailleurs, les dépenses liées à l'assurance qui couvre les travaux n'ont au final pas été engagées.

Les recettes sont conformes aux prévisions.

Pour 2018, les contributions des membres se fera sur la base des répartitions prévues aux nouveaux statuts.

De nouvelles dépenses/recettes de fonctionnement devront être inscrites compte tenu des é
statutaires :

a) Dépenses

Dans le cadre du transfert de compétence de la réparation navale, des subventions de fonctionnement pour l'équilibre de la réparation navale seront à nouveau inscrites.

En effet, le contrat de délégation de service public attribuée à la CCI par le Département en 2014 prévoit contractuellement une subvention annuelle de 155 k€ (soit 1,6 M€ sur la durée du contrat) est versée en section de fonctionnement. Initialement portée par le Département, cette dépense incombe à présent au Syndicat mixte. Toutefois, la Région ayant bénéficié, lors du transfert initial de la part du Département d'une compensation pour la réparation navale, la somme sera inscrite en recettes.

Les dépenses de personnel vont augmenter du fait du recrutement d'un agent supplémentaire à mi-temps pour l'encadrement du Syndicat mixte (voir chapitre suivant) et de la compensation financière versée pour les agents mis à disposition du Syndicat Mixte par le département dans le cadre de la conduite d'opération du 4ème quai. Ces dépenses seront inscrites au chapitre des charges à caractère général.

b) Recettes

Il est proposé de solliciter le Département à hauteur d'environ 64 000 €, la Région à hauteur de 56 000 € et Saint-Brieuc Armor Agglomération à hauteur de 40 000 €. Ces chiffres seront ajustés lors du vote du BP. A cela s'ajoute la redevance versée par le délégataire à hauteur de 1 200€ environ.

III - La section d'investissement

a) Dépenses

Les principales dépenses d'investissement concernent cette année les études préalables à la construction du 4ème quai commerce dans l'avant port.

Une autorisation de programme a été votée dans le cadre des études liées au 4^e quai pour un montant de 617.000€. Le montant de cette AP et les crédits de paiement doivent être réajustés en fonction de l'avancement réel des études et du surcoût entraîné par un besoin en études complémentaires.

Pour rappel, l'Autorisation de programme telle que votée en 2017.

Opération	Autorisation De programme	crédits de paiement							
		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Études de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de l'avant-port de Saint-Brieuc / Le Légué (4ème quai et terre-plein)	857 000 €	164 976 €	125 207 €	110 593 €	200 000 €	120 000 €	120 000 €	10 000 €	6 225 €

Au vu du montant des études nécessaires et préalables à la construction du 4 ème quai, l'Autorisation de programme doit être révisée et son montant porté à 1 100 000 €

Elle se décompose comme suit :

Opération	Autorisation De programme	crédits de paiement							
		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Études de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de l'avant-port de Saint-Brieuc / Le Légué (4ème quai et terre-plein)	1 200 000 €	164 976 €	125 207 €	110 593 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	190 000 €	9 224 €

En cas de réalisation des travaux, une nouvelle autorisation de programme devra être votée dans le cadre d'une Décision modificative. A ce jour, le programme des travaux est estimé 10.700.000€ TTC (pour la phase 1).

Il faut noter que également que le Syndicat Mixte est désormais substitué au Département pour les engagements contractuels de la délégation de service public passés avec la CCI, soit environ 120 k€ sur les sept ans restant à courir du contrat. Une Autorisation de programme sera également votée en ce sens.

b) Recettes

En termes de recettes d'investissement, la section s'équilibre avec les subventions des membres selon la répartition statutaire : du Département à hauteur de 40%, de la Région à hauteur de 35 % et de Saint-Brieuc Agglomération à hauteur de 25 %.

Il est proposé de solliciter le Département à hauteur d'environ 72 000 €, la Région à hauteur de 63 000 € et Saint-Brieuc Armor Agglomération à hauteur de 45 000 €. Ces chiffres pourront être ajustés lors du vote du BP.

Mis à part le report d'exécution de 2017, il n'y aura pas d'autres recettes.

IV - Nature de la dette

L'emprunt contracté en 2015 a été soldé en totalité en 2017 (remboursement in fine).
 Le syndicat mixte n'a pas d'emprunt en cours

V - Évolution du personnel du Syndicat mixte

Actuellement, un agent de catégorie B à 0,5 ETP assure les fonctions de responsable administrative polyvalente.

La création d'un poste de direction à temps non complet (0,5ETP) est proposé à compter du 1^{er} janvier 2018 afin d'assurer les missions d'animation et de pilotage du Syndicat Mixte pour un montant de 35 000 €.

Par ailleurs, la mise à disposition d'agents du Département est valorisée dans le cadre d'une convention. Les agents mis à disposition accomplissent les missions de conduite d'opération pour la réalisation du 4^{ème} quai à hauteur de 40 522 €/an.

Envoyé en préfecture le 28/12/2017

Reçu en préfecture le 28/12/2017

Affiché le

ID : 022-200041648-20171218-2017_III_07-DE